



Maires pour le Bien Commun

Manifeste des maires et élus municipaux au sujet de la réforme territoriale et de la loi NOTRe

Préambule

Nous, soussignés, maires et élus municipaux, garants de l'intérêt public et du bien de nos concitoyens, considérons que la réforme territoriale réalisée par le gouvernement, notamment à l'occasion de la loi NOTRe, soulève des réserves d'une particulière gravité :

- I- Une politique de destruction de la commune est engagée
 - A. Le premier échelon territorial qu'est la commune est vidé de sa substance.
 - B. Le projet est de transférer l'essentiel du pouvoir communal vers l'échelon intercommunal.
 - C. Cette réforme territoriale, imposée par l'Europe pour réduire les dépenses publiques, a l'effet exactement inverse
 - D. Le gigantisme des nouveaux EPCI¹ impose une gestion bureaucratique éloignée des réalités du terrain.

- II- Le bien communal exige au contraire le renforcement du pouvoir du maire
 - A. La vie politique communale est plébiscitée par les Français.
 - B. Pourquoi ce plébiscite ? Parce que la commune est la collectivité la plus proche des administrés
 - C. Plus profondément, ce plébiscite corrobore un principe de bon sens de la vie politique : la subsidiarité.

- III- En conclusion, la réforme territoriale doit être profondément remaniée
 - A. Les compétences naturelles du niveau communal doivent être laissées au pouvoir du maire
 - B. La liberté d'association des communes doit être rétablie.
 - C. La politique doit diriger l'économie au service du bien commun, et non l'inverse

Pour toutes ces raisons, nous déclarons ce qui suit :

¹ Etablissements Publics de Coopération Intercommunale

Manifeste des maires et élus municipaux au sujet de la réforme territoriale et de la loi NOTRe

- Considérant que la réforme territoriale actuelle prive de sa légitime autorité le premier échelon politique territorial qu'est la commune ;
- Considérant que cette réforme territoriale, imposée par l'Europe pour réduire les dépenses publiques, a eu l'effet exactement inverse ;
- Considérant que l'incorporation obligatoire des communes dans de vastes EPCI conduit à une gestion bureaucratique éloignée des réalités du terrain ;
- Considérant qu'il est vital de maintenir le principe de subsidiarité qui seul permet de garantir le bien commun municipal, la libre administration des communes et leur légitime pouvoir gravement menacés ;
- Considérant qu'il est urgent de redonner aux communes les compétences qui leur ont été confisquées et de leur laisser la liberté de s'associer avec d'autres communes comme elles l'entendent ;

Nous, maires et élus municipaux:

- 1. Nous sommes opposés à la réforme territoriale actuelle parce qu'elle entraîne la mort politique des communes et des dommages graves au bien commun de la France.**
- 2. Nous demandons que la liberté des communes de créer un EPCI, d'y adhérer et de s'en retirer soit rétablie dans la loi,**
- 3. Nous demandons, comme cela a toujours été le cas jusqu'ici, que les communes puissent choisir librement les compétences qu'elles entendent mutualiser dans un EPCI et qu'elles puissent librement les reprendre si elles le jugent nécessaire**
- 4. Nous réclamons du futur gouvernement une véritable réforme territoriale respectueuse des autorités locales légitimes et du principe de subsidiarité.**



Manifeste MBC des maires et élus municipaux au sujet de la réforme territoriale et de la loi NOTRe

à retourner à : MBC c/o mairie 86310 La Bussière

M. Mme Melle Nom : _____ Prénom : _____

Commune : _____ Code postal : _____

Fonction municipale : _____ Fonction communautaire : _____

Adresse courriel : _____ Tél (facultatif) : _____

Signe le manifeste de MBC sur la réforme territoriale et la loi NOTRe

Le __ / __ / ____

Signature

Votre nom ne sera jamais rendu public

campagne@mairespourlebiencommun.fr
www.mairespourlebiencommun.fr